

*Mission Permanente auprès
des Nations Unies*



BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort Nous Vaincrons

**SOIXANTE ET DIX-NEUVIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

-----0-----0-----

-----0-----

DEBAT GENERAL

**« DEUXIEME SESSION DU COMITE PREPARATOIRE DE LA
QUATRIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE
FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT »**

DECLARATION DU BURKINA FASO

PRONONCEE PAR :

**Son Excellence Monsieur Oumarou GANOU
Ambassadeur
*Représentant Permanent***

New York, 03 décembre 2024

(Vérifier au Prononcé)

Madame et Monsieur les Co-Présidents ;

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Le Burkina Faso salue l'excellent travail des co-facilitateurs dans la préparation de cette session et adhère aux déclarations faites par le G77 plus la Chine ainsi que celle du Groupe des Pays en Développement Sans Littoral (LLDC), s'alignant sur la position des pays en développement concernant les enjeux du financement du développement.

Le processus de préparation de la 4ème Conférence revêt une importance capitale au regard des progrès mitigés accomplis dans la réalisation de nos objectifs communs. Ces avancées limitées s'expliquent par un contexte mondial marqué par des crises multidimensionnelles et l'insuffisance de financement qui entravent la mise en œuvre des ODD.

Le Burkina Faso, à l'instar des pays de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel, fait face depuis une décennie à une crise sécuritaire majeure ayant occasionné une crise humanitaire sans précédent. La gestion de cette situation exige une mobilisation urgente de moyens financiers considérables et une réforme profonde des mécanismes de financement internationaux.

En tant que pays sans littoral, nous sommes particulièrement sensibles aux défis structurels soulignés dans le nouveau Programme d'Action des LLDC pour la décennie 2024-2034. Nous payons plus du double des coûts de transport par rapport aux pays de transit, ce qui impacte significativement notre développement économique et notre compétitivité commerciale.

Nous saluons particulièrement les propositions du document des éléments concernant la modernisation des systèmes fiscaux par la digitalisation et le renforcement des capacités technologiques. Ces aspects sont essentiels pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures, comme en témoigne notre propre expérience à travers la mise en place de notre Cadre National de Financement du Développement. À cet égard, nous soutenons l'objectif d'atteindre un ratio impôts/PIB supérieur à 15%, notant que la médiane pour les LLDC reste à 12%.

Le diagnostic établi en 2022 a révélé des besoins de financement dépassant largement les estimations initiales. En réponse, notre gouvernement a entrepris des réformes substantielles : optimisation de la mobilisation des financements publics, développement des sources innovantes de financement, et établissement d'un dispositif de développement du capital-risque pour accélérer la transformation structurelle de notre économie.

Nous accueillons favorablement les propositions du document des éléments sur la réforme de l'architecture de la dette souveraine et l'inclusion de clauses relatives à la résilience climatique. Nous notons avec préoccupation que le ratio médian dette/PIB des LLDC est passé de 42% en 2019 à 50% en 2023, illustrant les pressions fiscales croissantes auxquelles nous faisons face.

Nous estimons que certains aspects méritent d'être renforcés, notamment :

- Les mécanismes de financement spécifiques pour les pays confrontés à des crises sécuritaires ;
- Le soutien au renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources intérieures ;
- La prise en compte des besoins spécifiques des pays en situation de fragilité dans la réforme du système financier international ;
- L'établissement d'un mécanisme de financement des infrastructures (IIFF) pour les LLDC ;
- Le développement du commerce électronique et du commerce numérique comme opportunités de contourner les obstacles traditionnels au transit.

Le Burkina Faso appelle ainsi à :

- Une réforme profonde de l'architecture financière internationale pour la rendre plus équitable et inclusive ;

- Un accès élargi aux financements concessionnels de long terme ;
- Le renforcement de la coopération fiscale internationale pour lutter efficacement contre les flux financiers illicites ;
- Une attention particulière aux défis spécifiques des pays sans littoral dans les réformes du système commercial multilatéral ;
- Un soutien accru en matière de science, technologie et innovation, essentiels pour renforcer notre résilience ;

Par ailleurs, le Burkina Faso soutient le renforcement des cadres de transparence des financements du développement, notamment à travers le TOSSD qui offre une vision plus complète des flux financiers. Nous saluons particulièrement l'approche multidimensionnelle qui intègre des critères économiques, sociaux et environnementaux dans l'identification des pays bénéficiaires. À cet égard, nous encourageons l'amélioration de l'interopérabilité entre les différentes plateformes et standards de données sur le financement du développement, ainsi que le renforcement de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Nous soulignons également l'importance d'une collecte de données désagrégées de haute qualité, notamment sur le genre et les groupes vulnérables, pour un meilleur suivi des ODD et une prise de décision éclairée.

Nous restons convaincus qu'une coopération internationale renforcée, plaçant l'humain au centre de ses interventions, constitue la voie optimale pour le développement de nos États et le bien-être de nos populations.

Je vous remercie.